

• (1640)

Mme Stewart: Monsieur le Président, je pense que mon collègue soulève une question très intéressante. Lorsque j'ai parlé de ce problème et du rôle du gouvernement à cet égard, je parlais encore de notre première ligne de défense et de la nécessité d'instaurer des règles du jeu équitables pour nos producteurs canadiens. Il est vrai que nous souhaitons des règles du jeu équitables, mais nous avons aussi établi des normes canadiennes en matière de santé, et d'autres concernant l'acceptabilité des produits chimiques.

Certains produits chimiques qui respectent les normes américaines ne respectent pas nécessairement les nôtres. Le gouvernement doit de toute urgence prendre des dispositions pour déterminer rapidement quels produits chimiques servant à la production de denrées américaines exportées chez nous sont acceptables au Canada. Si un produit chimique servant à la production de denrées que le Canada importe des États-Unis est acceptable, il doit alors être immédiatement homologué au Canada, de façon que les agriculteurs canadiens aient un accès égal aux marchés et les mêmes possibilités de l'utiliser.

J'ai aussi reçu des plaintes de ceux qui pratiquent l'agriculture biologique, ceux essaient de ne pas utiliser de produits chimiques. Ils privilégient les produits plus naturels. Ceux-ci sont peut-être plus toxiques que les produits chimiques ordinaires, qui sait? Ce n'est pas moi qui peut en juger. Quoi qu'il en soit, de nombreuses personnes m'ont parlé de ce problème très grave. Il faut donc bénéficier de règles du jeu qui soient équitables, mais qui respectent aussi les normes canadiennes en matière de santé et de bien-être.

À mon avis, les produits chimiques utilisés devraient être indiqués pour tous les produits agricoles, qu'il s'agisse de produits alimentaires importés ou de produits canadiens, de produits naturels ou transformés qui ont été vaporisés. De cette façon, les consommateurs sauraient ce qu'ils ingèrent.

M. Geoff Wilson (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia): Monsieur le Président, c'est un plaisir pour moi de participer à ce débat. En fait, je prends la parole contre la motion présentée par l'opposition et, bien sûr, à l'appui de la performance du gouvernement en matière d'agriculture. Je vais tenter de donner le point de vue d'un député de la Saskatchewan, qui représente une région de quelque 25 000 milles carrés dans le centre-ouest et le centre-sud de la Saskatchewan. Cette région est très, très dépendante de l'agriculture, plus précisément du secteur du grain et en particulier de la production et de l'exportation du blé.

Il n'y a aucun doute sur le fait que les agriculteurs canadiens et les producteurs de grain et d'oléagineux,

Les crédits

surtout maintenant, sont aux prises avec une situation sans précédent. Il y a eu d'énormes pressions exigeant des changements et des adaptations, et c'est ce qui se produit finalement. Nous continuons à soutenir les agriculteurs comme nous l'avons toujours fait, pour l'aider à relever le défi, au pays comme sur les marchés internationaux.

Il me semble qu'il y a trois façons pour le gouvernement d'aider le secteur du grain et des oléagineux. La première est à l'échelle internationale, au moyen des négociations du GATT et du groupe de Cairns et par des ententes avec d'autres pays, pour tenter, sinon de mettre fin aux malheureuses subventions qui ont si fortement influencé le prix mondial dont dépend le bien-être de nos producteurs, du moins d'en diminuer l'importance.

La deuxième façon a trait à l'activité agricole au pays. Nous devons tenter dans ce secteur de garder les éléments valables des anciens programmes agricoles et de réparer les lacunes, grâce à des innovations comme le régime universel et le compte de stabilisation du revenu net. Ces deux programmes, conçus par le comité des mesures de protection du grain, mettent en oeuvre une nouvelle génération de mesures de protection.

Le troisième moyen que nous pourrions employer est la diversification. Quand je parle de diversification, je veux dire en agriculture, mais aussi, bien sûr, dans d'autres domaines. Il est bon de diversifier les produits de l'agriculture, mais il n'est évidemment pas possible de changer la vocation de 600 milles de prairie, dont le meilleur usage donnant le meilleur rendement s'avère être la production de blé. Ce n'est tout simplement pas faisable ni pratique.

Ce que l'on pourrait faire c'est de diversifier l'économie vers des secteurs non agricoles. Je crois d'ailleurs que des progrès sont réalisés en ce sens grâce au Fonds de diversification de l'économie de l'Ouest. Nous devons aider les entreprises qui fabriquent de nouveaux produits, ont de nouvelles idées, utilisent de nouvelles technologies, ont de nouveaux marchés et de nouvelles possibilités pour remplacer les importations, afin de leur permettre de prospérer dans les Prairies. Ainsi, cela créera des usines, des manufactures et des initiatives qui donneront de l'emploi aux habitants des Prairies de toutes les classes sociales dans des domaines et des secteurs qui ne dépendent pas autant de l'agriculture qu'actuellement.

Depuis le milieu des années 80, le gouvernement fédéral a accordé un appui sans précédent sous forme de soutien du revenu dans les secteurs des céréales et des oléagineux, soit quelque 12 milliards de dollars en aide directe. Cette aide comprenait des déboursements très élevés dans le cadre de programmes déjà en place comme le Programme de stabilisation concernant le grain de l'Ouest et d'autres programmes spéciaux conçus pour faire face à des situations d'urgence imprévues.